

GE_GERICHTE DCSO/89/2023 vom 6. Oktober 2022

GE Cour de justice, 2022-10-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DCSO_89_2023

FR: GE_GERICHTE DCSO/89/2023 du 6 octobre 2022

IT: GE_GERICHTE DCSO/89/2023 del 6 ottobre 2022

Volltext

REPUBLIQUE ET

CANTON DE GENEVE POUVOIR JUDICIAIRE A/3850/2022-CS DCSO/89/23
DECISION DE LA COUR DE JUSTICE Chambre de surveillance des Offices des
poursuites et faillites DU JEUDI 9 MARS 2023

Plainte 17 LP (A/3850/2022-CS) formée en date du 18 novembre 2022 par A_____ SA,
comparant en personne.

* * * * *

Décision communiquée par courrier A à l'Office concerné et par plis recommandés du
greffier du à : - A_____ SA _____ . - Office cantonal des poursuites.

- 2/3 -

A/3850/2022-CS Attendu, EN FAIT, que le Tribunal de première instance a prononcé la
faillite de B_____ le _____ 2022. Que la liquidation de la faillite a été suspendue par
jugement du 6 octobre 2022 et un délai de paiement de l'avance des frais de liquidation de la
faillite par les créanciers a été fixé au 29 octobre 2022. Que A_____ SA a requis la
poursuite d'B_____ par acte daté du 4 novembre 2022 et reçu le 10 novembre 2022 par
l'Office cantonal des poursuites (ci-après l'Office). Que par décision du 11 novembre 2022,
l'Office a rejeté la réquisition de poursuite en application de l'art. 206 al. 1 LP et invité la
créancière à produire dans la faillite. Que la clôture de la faillite de B_____ a été
prononcée le _____ 2022. Que par acte expédié le 18 novembre 2022 à la Chambre de
surveillance des Offices des poursuites et faillites (ci-après la Chambre de surveillance),
A_____ SA a formé une plainte contre la décision du 11 novembre 2022 de l'Office
estimant être en droit de requérir la poursuite ordinaire du débiteur le 4 novembre 2022, la
faillite ayant été suspendue. Que dans ses observations du 24 novembre 2022, l'Office a
considéré que sa décision de rejet était justifiée, la clôture de la faillite n'ayant été
prononcée que le _____ 2022. Qu'en revanche, par soucis de simplification, il a accepté de
révoquer sa décision et d'admettre la réquisition de poursuite vu les quelques jours séparant
son dépôt de la clôture de la faillite, de sorte que la plainte devenait sans objet. Que la
plaignante a été interpellée par la Chambre de surveillance sur le maintien de sa plainte.
Qu'elle n'a pas répondu. Considérant, EN DROIT, que l'Office peut, jusqu'à l'envoi de sa
réponse à la plainte, procéder à un nouvel examen de la décision attaquée; que s'il prend une
nouvelle mesure, il la notifie sans délai aux parties et en donne connaissance à l'autorité de
surveillance (art. 17 al. 3 LP). Qu'en l'espèce, l'Office ayant rendu une nouvelle décision
conformément à l'art. 17 al. 3 LP, la plainte est devenue sans objet, ce qui sera constaté. Que
la procédure de plainte est gratuite (art. 20a al. 2 ch. 5 LP; art. 61 al. 2 let. a OELP) et ne
donne pas lieu à l'allocation de dépens (art. 62 al. 2 OELP).

* * * * *

- 3/3 -

A/3850/2022-CS PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : A la forme : Déclare recevable la plainte du 18 novembre 2022 de A_____ SA contre la décision de l'Office du 11 novembre 2022 rejetant sa réquisition de poursuite contre B_____. Au fond : Constate qu'elle est devenue sans objet. Siégeant : Monsieur Jean REYMOND, président; Monsieur Luca MINOTTI et Monsieur Denis KELLER, juges assesseurs; Madame Véronique AMAUDRY-PISCETTA, greffière.

Le président :

Jean REYMOND

La greffière :

Véronique AMAUDRY- PISCETTA

Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.